

## ÉGYPTE

# Sécurité renforcée à l'approche du Noël copte

**Les forces de l'ordre égyptiennes ont été mises en alerte renforcée aux abords des églises à l'approche des célébrations du Noël copte orthodoxe jeudi et vendredi, après l'attentat qui a coûté la vie à 21 personnes à Alexandrie dans la nuit du Nouvel An.**

La présence policière aux postes de contrôle devant les édifices religieux a été renforcée, et les congés de nombreux policiers annulés, ont annoncé hier des sources au sein des services de sécurité.

La surveillance des ports et aéroports a également été renforcée après cet attentat commis, selon les autorités qui évoquent la piste d'Al-Qaïda, par un kamikaze agissant pour des terroristes étrangers. Le massacre n'a cependant pas été formellement revendiqué.

Selon le quotidien gouvernemental *Al-Ahram* d'hier, la charge explosive, constituée de TNT et de morceaux de métal, était particulièrement sophistiquée. Le patriarche copte orthodoxe Chenouda III a assuré que malgré les risques, il avait l'intention de célébrer la messe de Noël, comme chaque

année le 7 janvier. «Ne pas prier voudrait dire que le terrorisme nous prive de la célébration de la naissance du Christ», a-t-il déclaré, cité par *Al-Ahram*.

Le Noël copte orthodoxe a lieu vendredi, également jour de prière pour les musulmans. Les célébrations commenceront jeudi, avec les traditionnelles messes de veille de Noël. Outre les risques d'attentats, les autorités redoutent de nouveaux heurts avec des manifestants chrétiens, ou des incidents entre chrétiens et musulmans. Dimanche, des heurts entre chrétiens coptes et policiers au Caire ont fait 45 blessés parmi les forces de l'ordre, a annoncé la police hier. Les accrochages ont eu lieu en marge d'un rassemblement de plusieurs centaines de personnes dans l'enceinte de la cathédrale Saint Marc, où siège le patriarche Chenouda III.



Photos : D.F.

Les manifestants s'en sont pris aux officiels qui venaient présenter leurs condoléances. Certains ont ainsi jeté des pierres sur Osmane Mohamed Osmane, secrétaire d'Etat au développement économique, ou crié «Nous ne voulons pas de toi» au

grand imam d'Al-Azhar, Ahmad al-Tayeb, l'un des principaux responsables religieux musulmans du pays, en donnant des coups sur sa voiture. A Alexandrie, où des affrontements avaient déjà opposé samedi de jeunes chrétiens aux policiers, plu-

sieurs centaines de Coptes ont manifesté dimanche soir devant l'église endeuillée, avant de mettre le feu à des poubelles, selon un photographe de l'AFP. Les Coptes, ou chrétiens d'Egypte, représentent 6 à 10 % des quelque 80 millions

d'Egyptiens. Ils sont en grande majorité orthodoxes même si la communauté compte environ 250 000 Coptes catholiques. Un groupe irakien de la mouvance d'Al-Qaïda, qui a revendiqué l'attaque contre une cathédrale de Bagdad fin octobre (46 morts parmi les fidèles), a lancé des menaces à leur encontre, les accusant de maintenir prisonnières deux épouses de prêtres coptes qui se seraient converties à l'islam. L'église des saints d'Alexandrie figurait d'ailleurs sur une liste d'une cinquantaine de lieux de culte coptes, en Egypte et à l'étranger, désignés début décembre comme cibles par un site internet d'Al-Qaïda. L'attentat d'Alexandrie est le plus meurtrier commis en Egypte depuis la vague d'attaques contre des complexes touristiques de la mer Rouge entre 2004 et 2006, qui avaient fait au total près de 140 morts.

Mais ce n'est pas la première fois que des chrétiens sont visés. Le 6 janvier 2010, six Coptes avaient été tués à la sortie d'une messe à Nagaâ Hamadi (Haute-Egypte).

Le verdict des meurtriers présumés est attendu le 16 janvier.

## SOUDAN

## Un groupe rebelle du Darfour dit avoir accepté un accord avec Khartoum

Une coalition de petits groupes rebelles du Darfour, une région de l'ouest du Soudan en proie à une guerre civile, a annoncé hier avoir finalement accepté un accord de paix avec le gouvernement soudanais, qui devra toutefois être signé à une date ultérieure.

Le Mouvement pour la libération et la justice (LJM), une coalition de mouvements rebelles sans capacité de nuisance sur le terrain, «confirme que les négociations ont pris fin et que le mouvement attend le document final de paix», a déclaré à la presse à Doha son dirigeant Al-Tijani al-Sissi.

Dans un communiqué, le mouvement indique avoir «reçu le 30 décembre la réponse des médiateurs sur les sujets qui divisaient». Le LJM a «décidé d'accepter» cette réponse en attendant la «signature d'un accord complet et final» par les deux parties.

Le communiqué ne donne pas de détails sur la proposition des médiateurs.

Depuis des mois, sous l'égide du Qatar, le gouvernement soudanais tente de conclure un accord de paix global avec les groupes rebelles du Darfour, mais sans résultat. Il a retiré vendredi sa délégation de Doha, sans pour autant claquer définitivement la porte au processus de paix.

Le LJM devait finaliser à la mi-décembre un accord de paix avec Khartoum, mais la signature avait été reportée. Vaste région de l'ouest du Soudan, le Darfour est en proie depuis 2003 à une guerre civile à l'origine de 300 000 morts selon les estimations de l'ONU - 10 000 d'après Khartoum - et de 2,7 millions de déplacés.

**Une figure de l'opposition réformatrice en Iran, Mehdi Karoubi, est prêt à être jugé à propos du mouvement de protestation ayant suivi l'élection présidentielle controversée de juin 2009, mais souhaite un procès public, a rapporté son site internet hier.**

Ses propos surviennent après que le procureur général de Téhéran, Abbas Jafari Dolatabadi, a menacé vendredi de poursuivre les chefs de l'opposition, accusés de «sédition».

«Je suis totalement en faveur d'un tel procès (...) mais j'ai une requête (...) : que les procédures soient ouvertes au public pour que le peuple, à qui appartient ce pays, puisse entendre les deux côtés et se faire son



propre jugement», a dit M. Karoubi, dans une lettre ouverte datant de samedi et publiée lundi.

Les dirigeants de l'opposition, l'ancien Premier ministre Mir Hossein

Moussavi et l'ancien président du Parlement, Mehdi Karoubi, ont dénoncé des fraudes massives lors du scrutin remporté officiellement par Mahmoud Ahmadinejad. Le résultat du

scrutin avait provoqué d'énormes manifestations à Téhéran. Une dizaine de manifestants avaient été tués, des milliers arrêtés et des centaines poursuivis en justice, dont des politiques et des journalistes.

Les déclarations se sont multipliées ces derniers jours contre les leaders de l'opposition, le guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei attaquant violemment les «responsables de la sédition», affirmant que leur «plus grande faute a été de donner de l'espoir aux ennemis».

Dans sa lettre, M. Karoubi écrit qu'il avait de «bonnes raisons» pour adopter sa position. M. Dolatabadi avait auparavant affirmé que le jugement des leaders de l'opposition pour leur rôle dans les manifestations post-électorales n'était qu'une question de temps.